FIP « CROISSANCE GRAND EST »

FONDS D'INVESTISSEMENT DE PROXIMITÉ

L. 214-41-1 du Code Monétaire et Financier

RÈGLEMENT

(mis à jour le 02 mai 2012)

SOCIÉTÉ DE GESTION : **SIGMA GESTION** (la « Société de Gestion »)

DÉPOSITAIRE : **SOCIÉTÉ GÉNÉRALE** (le « Dépositaire »)

AVERTISSEMENT DE L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le Fonds est placé sous le régime des Fonds d'Investissement de Proximité (FIP) conformément à l'article L.214-41-1 du Code Monétaire et Financier. Il est commercialisé par toute entreprise habilitée à cet effet par la Société de Gestion.

Lorsque vous investissez dans un FIP (Fonds d'Investissement de Proximité), vous devez tenir compte des éléments et des risques suivants :

- Le Fonds va investir au moins 60 % des sommes collectées dans des entreprises à caractère régional, dont au moins 10 % dans de jeunes entreprises (créées depuis moins de 5 ans). Les 40 % restant seront éventuellement placés dans des instruments financiers, par exemple des actions ou des fonds (ceci est défini dans le présent Règlement du Fonds).
- Pour vous faire bénéficier de l'avantage fiscal, les seuils de 10 et de 60 % précédemment évoqués devront être respectés dans un délai maximum de 3 exercices et vous devrez conserver vos parts pendant au moins 5 ans. Cependant la durée optimale du placement n'est pas liée à cette contrainte fiscale du fait d'investissements du Fonds dans des sociétés régionales, souvent de petite taille, dont le délai de maturation est en général plus important.
- Votre argent va donc être en partie investi dans des entreprises qui ne sont pas cotées en bourse. La valeur de vos parts sera déterminée par la Société de Gestion sous le contrôle du Dépositaire et du commissaire aux comptes du Fonds. Le calcul de cette valeur est délicat.
- Le rachat de vos parts par le Fonds peut dépendre de la capacité de ce dernier à céder rapidement ses actifs ; il peut donc ne pas être immédiat ou s'opérer à un prix inférieur à la dernière valeur liquidative connue. En cas de cession de vos parts à un autre souscripteur, le prix de cession peut également être inférieur à la dernière valeur liquidative connue.

DÉFINITIONS

AMF	Autorité des Marchés Financiers.
Actif Net du Fonds	Somme de toutes les Parts A et C multipliée par leur dernière Valeur Liquidative.
Autres Fonds Gérés	La société de capital investissement SIGMA PARTICIPATIONS et toute société de capital investissement ou FCPR, FCPI, FIP que la Société de Gestion sera amenée à gérer autre que le Fonds.
Charte Déontologique	Code déontologique de l'AFIC (Association Française des Investisseurs en Capital)
Co-Investissement	Opération d'investissement dans une Société Cible impliquant plusieurs Structures d'Investissement.
Date de Constitution du Fonds	Date à laquelle l'attestation de dépôt des fonds de 400.000 euros est émise par le Dépositaire
Dépositaire	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE , société anonyme dont le siège est 29, boulevard HAUSMANN – 75009 PARIS. Le Dépositaire assure la conservation des actifs compris dans le Fonds, exécute les ordres de la Société de Gestion concernant les achats et les ventes de titres, ainsi que ceux relatifs à l'exercice des droits de souscription et d'attribution attachés aux valeurs comprises dans le Fonds. Il assure tous encaissements et paiements.
Dossier d'Investissement	Projet d'investissement présenté par une Société Cible à la Société de Gestion dans le but d'obtenir un financement en fonds propres.
Entité OCDE	Est définie à l'article 4.1.a du Règlement.
FCPR	Fonds Commun de Placement à Risques, tel que défini par l'article L. 214-36 du Code monétaire et financier.
FCPI	Fonds Commun de Placement dans l'Innovation, tel que défini par l'article L. 214-41 du Code monétaire et financier.
FIP	Fonds d'Investissement de Proximité, tel que défini par l'article L. 214-41-1 du Code monétaire et financier.
Fonds	Le Fonds d'Investissement de Proximité dénommé « CROISSANCE GRAND EST » régi par l'article L. 214-41-1 du Code monétaire et financier et ses textes d'application, ainsi que par le présent Règlement.
Investissement initial	Première opération d'investissement en fonds propres réalisée au profit d'une Société Cible.
Investissement Complémentaire	Investissement complémentaire en fonds propres réalisé au profit d'une Société Cible dans lequel le Fonds a déjà réalisé un Investissement Initial.

OPCVM	Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières tel que défini par les articles L. 214-1 et suivants du Code monétaire et financier.
Parts A	Est définie à l'article 8 du Règlement.
Parts C	Est définie à l'article 8 du Règlement.
Plus-Value	Est définie à l'article 8.2 du Règlement.
PME	Est définie à l'article 4.2 du Règlement (NB 2).
Règlement	Le présent Règlement du Fonds approuvé par l'AMF.
SCR	Société de Capital Risque, telle que définie à l'article 1 ^{er} – 1 de la loi n° 85-695 du 11 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.
SICAV	Société d'Investissement à Capital Variable, telle que définie par les articles L. 214-15 et suivants du Code monétaire et financier.
Société de Gestion	SIGMA GESTION , société de gestion de portefeuille, Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 700.000 Euros immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro B.477.810.535, dont le siège social est situé à Paris (75008) au 5 rue Frédéric Bastiat.
Société Liée	Est une Société Liée toute entreprise contrôlée par la Société de Gestion de manière exclusive ou conjointe au sens de l'article L. 233-16 du code de commerce, toute entreprise contrôlant la Société de Gestion de manière exclusive ou conjointe au sens de ce même article L. 233-16, toute entreprise filiale de la même société mère ainsi que toute entreprise avec laquelle la Société de Gestion a des mandataires sociaux ou des dirigeants communs et qui exercent des fonctions de gestion de participations pour le compte de l'entreprise, ou de gestion au sens du 4 de l'article L. 321-1 du code monétaire et financier et de l'article L. 214-24 du code monétaire et financier, ou de conseil au sens du 4 de l'article L. 321-2 du code monétaire et financier.
Société Cible	Est définie à l'article 4 du Règlement.
Souscripteurs	Toutes personnes morales ou physiques qui souscrivent des Parts A ou C ou qui acquièrent des Parts A ou C.
Structures d'Investissement	Désignent les FCPR, les FCPI, les FIP ou tout autre véhicule d'investissement gérés par la Société de Gestion ainsi que les Sociétés Liées.
Super Plus-Value	Est définie à l'article 8.2 du Règlement.
Valeur Liquidative	La valeur de chaque Part A ou C établie semestriellement (ou selon une périodicité plus fréquente à la discrétion de la Société de Gestion), telle que définie à l'article 15 du Règlement.
Zone Géographique	Zone choisie par le Fonds, limitée aux trois régions limitrophes suivantes : Champagne-Ardenne, Alsace et Lorraine.

TABLE DES MATIÈRES

I - FONDATEURS - DÉNOMINATION - ORIENTATION DE LA GESTION - CONTRAINTES LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES - DURÉE - DÉMARCHAGE ET PUBLICITÉ

1 FONDATEURS

2 DÉNOMINATION

3 ORIENTATION DE LA GESTION

3.1 Investissements minoritaires dans les sociétés non cotées

3.2 Autres investissements

3.3 Les opérations d'investissement et de désinvestissement

3.4 Transfert de participations

3.5 Prestations de service assurées par la Société de Gestion ou les Sociétés Liées

3.6 Décider les désinvestissements

4 CONTRAINTES LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES DE COMPOSITION DE L'ACTIF DU FONDS

4.1 Respect du Quota de 50%, propre à tout FCPR

4.2 Respect du Quota d'investissement de 60%, propre à tout FIP

4.3 Ratio de division des risques

4.4 Ratio d'emprise

4.5 Contraintes juridiques et fiscales relatives aux Souscripteurs

5 DURÉE

6 DÉMARCHAGE ET PUBLICITÉ

II - ACTIF ET PARTS

7 CONSTITUTION DU FONDS

8 PARTS DU FONDS

8.1 Conditions liées aux investisseurs et droits des copropriétaires

8.2 Droits respectifs des catégories de parts

9 SOUSCRIPTION DES PARTS

9.1 Période de souscription

9.2 Conditions de souscription

10 RACHATS DE PARTS

10.1 Notification du rachat

10.2 Réalisation du rachat

11 TRANSFERT DE PARTS

11.1 Cessions de Parts A

11.2 Cessions de Parts C

11.3 Notification des cessions

12 DISTRIBUTION D'ACTIFS

12.1 Politique de distribution

12.2 Répartition des distributions

13 DISTRIBUTION DES PRODUITS COURANTS

14 EVALUATION DU PORTEFEUILLE

15 VALEUR DES PARTS

16 DROITS ET OBLIGATIONS DES SOUSCRIPTEURS

III - SOCIÉTÉ DE GESTION - DÉPOSITAIRE - COMMISSAIRE AUX COMPTES - RÉMUNÉRATIONS

17 SOCIÉTÉ DE GESTION

18 COMITÉ D'INVESTISSEMENT

19 DÉPOSITAIRE

20 COMMISSAIRE AUX COMPTES

21 RÉMUNÉRATION DE LA SOCIÉTÉ DE GESTION

22 RÉMUNÉRATION DU DÉPOSITAIRE

23 AUTRES FRAIS ET HONORAIRES

IV - COMPTES ET RAPPORTS DE GESTION

24 EXERCICE SOCIAL

25 RAPPORTS SEMESTRIELS - ASSEMBLÉES DES SOUSCRIPTEURS

V - FUSION - SCISSION - DISSOLUTION - LIQUIDATION - MODIFICATIONS – CONTESTATIONS

26 FUSION - SCISSION

27 DISSOLUTION

28 PRELIQUIDATION

29 LIQUIDATION

30 MODIFICATIONS

31 CONTESTATIONS

I - FONDATEURS - DÉNOMINATION - ORIENTATION DE LA GESTION - CONTRAINTES LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES - DURÉE - DÉMARCHAGE ET PUBLICITÉ

1 - FONDATEURS

Le FONDS D'INVESTISSEMENT DE PROXIMITÉ (ci-après désigné le « Fonds ») est constitué à l'initiative de :

- SIGMA GESTION (GP - 04000041), Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 700.000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 477 810 535, dont le siège social est 5 rue Frédéric Bastiat - 75008 Paris, exerçant les fonctions de Société de Gestion agréée par l'Autorité des Marchés Financiers, ci-après désignée la « Société de Gestion », d'une part et
- SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, société anonyme au capital de 548.043.436,25 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 552 120 222 dont le siège social est 29 boulevard Haussmann - 75009 Paris, exerçant les fonctions de dépositaire, ci-après désignée le « Dépositaire » d'autre part,

Il est régi par le Livre II Titre I Chapitre IV et par le Livre II Titre III Chapitre I du Code Monétaire et Financier (article L 214-41-1), ainsi que par le décret n°2005-1007 du 5 août 2005 et par le présent Règlement.

2 - DÉNOMINATION

Le « Fonds » a pour dénomination : « CROISSANCE GRAND EST ».

Cette dénomination est suivie des mentions suivantes : "Fonds d'Investissement de Proximité - article L 214-41-1 du Code Monétaire et Financier - Société de Gestion : SIGMA GESTION - Dépositaire : SOCIÉTÉ GÉNÉRALE".

3 - ORIENTATION DE LA GESTION

Le Fonds est régi par le présent Règlement et géré par la Société de Gestion.

La Société de Gestion a, conformément aux dispositions du V de l'article 78 de la loi n°2001-1275 du 28 décembre 2001 et des articles 3 et 4 du décret n°2002-1503 du 23 décembre 2002, opté pour que le Fonds soit géré conformément aux dispositions de l'article L.214-36 du Code Monétaire et Financier, entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2002, et aux dispositions du décret n°2005-1007 du 5 août 2005 résultant du décret n°2002-1503 précité.

En conséquence, le Fonds est une copropriété constituée principalement de valeurs mobilières et de parts de SARL autorisées par les dispositions des articles L 214-36 et 214-41-1 du Code Monétaire et Financier.

3.1 - Investissements minoritaires dans les sociétés non cotées

Généralités

La Société de Gestion présente au Fonds des opportunités d'investissement entrant dans le cadre de sa stratégie et répondant à ses critères d'investissement. Si la Société de Gestion gère plusieurs OPCVM, elle leur présente les facultés d'investissement dont elle dispose dans le respect des règles de la Charte Déontologie adoptée par la Société de Gestion.

Critères d'éligibilité des sociétés non cotées :

Ces critères sont définis par l'article L. 214-41-1 du Code Monétaire et Financier (voir ci-après l'article 4.1 du Règlement).

Le Fonds est amené à réaliser des prises de participations n'excédant pas 35% du capital ou des droits de vote de la Société Cible au moyen de souscription de toute action ou toute autre valeur mobilière donnant ou pouvant donner accès, directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, par conversion, échange, remboursement, présentation ou exercice d'un bon ou par tout autre moyen, à l'attribution d'actions ou d'autres valeurs mobilières représentant ou donnant accès à une quotité du capital social de la société, ou encore au moyen d'avances en compte courant d'associé, dans la limite de 15% de l'actif du Fonds, au profit de la Société Cible dont le Fonds détient plus de 5% du capital.

Les Sociétés Cibles sont les Petites et Moyennes Entreprises (« PME ») exerçant principalement leur activité sur les régions **Champagne-Ardenne, Alsace et Lorraine** qui répondent aux critères énoncés ci-dessus qui sont développés à l'article 4.2 du présent Règlement intitulé le « Respect du Quota d'Investissement de 60%, propre à tout FIP ».

Dans l'attente de sélectionner les premiers Dossiers d'Investissement et jusqu'à l'atteinte du Quota d'Investissement de 60%, le Fonds investira de manière prudente dans des instruments monétaires ou obligataires.

Stade d'investissement

Le Fonds pourra réaliser, en tant que co-investisseur ou en tant que seul investisseur, des opérations de capital risque, de capital développement et/ou de capital transmission.

Secteur d'activité des cibles d'investissement

Conformément à la réglementation en vigueur pour les FIP ainsi qu'aux règles définies ci-avant, les investissements du Fonds pourront être réalisés dans les Sociétés Cibles des secteurs de l'industrie, du commerce et des services.

Montant unitaire des investissements

Le montant unitaire de l'Investissement Initial réalisé par le Fonds dans une même Société Cible sera de préférence compris entre 200.000 € et 1.000.000 € et sera limité à 8% du montant total des souscriptions du Fonds. Le total de l'Investissement Initial et de l'Investissement Complémentaire éventuel, ne pourra en aucun cas être supérieur à 10% du montant total des souscriptions du Fonds et ne pourra permettre au Fonds de détenir une participation donnant accès à plus de 35% du capital et des droits de vote de la Société Cible.

3.2 - Autres investissements

La part de 40% qui n'est pas soumise à l'obligation d'investissement dans des sociétés non cotées, telle que définie à l'article 3.1 du présent Règlement, a vocation à être investie de manière prudente dans les valeurs mobilières suivantes :

- instruments monétaires et obligataires,
- parts ou actions de SICAV et Fonds Commun de Placement (monétaires et obligataires).

Le Fonds n'investira pas dans des « Hedge Funds ». Ces placements ne pourront pas être effectués dans le cadre d'opérations de co-investissements avec les Autres Fonds Gérés ou Sociétés Liées et seront effectués dans les limites définies dans le décret 89-623 du 6 septembre 1989.

La Société de Gestion se réserve la possibilité d'en déléguer la gestion à une autre société de gestion. Si cette délégation représente plus de 30% de l'actif du Fonds, elle sera soumise à l'agrément de l'Autorité des Marchés Financiers.

3.3 - Les opérations d'investissement

La Société de Gestion dans le cadre de son activité de gestion de portefeuille de capital investissement aura les missions suivantes :

- Répartir les Dossiers d'Investissement entre les Structures d'Investissement **(3.3.1)**
- Organiser le suivi des participations **(3.3.2)**
- Exercer les droits de vote **(3.3.3)**

3.3.1- Répartir les Dossiers d'Investissement entre les Structures d'Investissement

Il est ici rappelé que les Structures d'Investissement regroupent le Fonds et les Autres Fonds Gérés qui sont à ce jour les entités suivantes :

- SIGMA PARTICIPATIONS
- SIGMA INVESTISSEMENT
- FIP CROISSANCE GRAND EST 2
- FIP CROISSANCE GRAND EST 3
- FCPI CROISSANCE INNOVA PLUS
- FCPI CROISSANCE INNOVA PLUS 2

La Société de Gestion se réserve la possibilité de constituer d'autres FCPI, FCPR ou FIP, ou d'autres sociétés de Capital investissement.

Pour l'attribution des Dossiers d'Investissement aux Structures d'Investissement, la Société de Gestion respectera la politique d'investissement de chacune des Structures d'Investissement et s'appuiera sur les règles ci après définies :

- Rappel des politiques d'investissement des Structures d'Investissement **(3.3.1.1)**
- Affectation des Dossiers d'Investissement entre les Structures d'Investissement **(3.3.1.2)**
- Règles de co-investissements **(3.3.1.3)**

3.3.1.1 / Rappel des politiques d'investissement des Structures d'Investissement

La politique d'investissement des Fonds d'Investissement de Proximité

Les Fonds d'Investissement de Proximité doivent respecter des quotas juridiques et fiscaux qui leurs sont propres, conformément aux dispositions de l'article L.214-41-1 du Code Monétaire et Financier. Les FIP investissent au moins 60 % des sommes collectées dans des PME à caractère régional, dont au moins 10 % dans de jeunes entreprises (créées depuis moins de 5 ans). Les 40 % restant seront éventuellement placés dans des instruments financiers, par exemple des actions ou des fonds.

La politique d'investissement des Fonds Commun de Placement dans l'Innovation

Les Fonds Commun de Placement dans l'Innovation doivent respecter des quotas juridiques et fiscaux qui leurs sont propres, conformément aux dispositions de l'article L.214-41 du Code Monétaire et Financier. Les FCPI investissent au moins 60 % des sommes collectées dans des entreprises à caractère innovant, ayant moins de 2.000 salariés et n'étant pas détenues majoritairement par une ou des personnes morales. Les 40 % restant seront éventuellement placés dans des instruments financiers, par exemple des actions ou des fonds.

La politique d'investissement des sociétés de capital investissement SIGMA PARTICIPATIONS et SIGMA INVESTISSEMENT

La politique d'investissement des sociétés de capital investissement SIGMA PARTICIPATIONS et SIGMA INVESTISSEMENT est généraliste tant sur le plan sectoriel que sur le plan géographique. D'une manière générale, et sans exclusivité, les cibles des sociétés de capital investissement sont des PME et les prises de participations sont majoritairement minoritaires. Les sociétés de capital investissement SIGMA PARTICIPATIONS et SIGMA INVESTISSEMENT ne sont soumises à aucune contrainte de ratios.

3.3.1.2 / Affectation des Dossiers d'Investissement entre les Structures d'Investissement

Règles de répartition des Dossiers d'Investissement entre le Fonds et les Autres Fonds Gérés ou Sociétés Liées

Dans le cas où un Dossier d'Investissement concerne le Fonds et un Autre Fonds Géré ou une Société Liée, la Société de Gestion appliquera, à titre de règle principale, les dispositions suivantes :

I) Dans le cas où le Dossier d'Investissement est éligible à des FCPI et des FIP gérés par la Société de Gestion (ci-après dénommés les « FCPI Concernés », les « FIP Concernés » et ensemble les « Fonds Concernés ») :

- En premier lieu, le montant de l'investissement à réaliser sera divisé en deux parties :
 - o Une partie allouée à l'ensemble des FCPI Concernés, calculée en fonction du prorata de leur actif net par rapport à l'actif net de l'ensemble des Fonds Concernés ;
 - o Une partie allouée à l'ensemble des FIP Concernés, calculée en fonction du prorata de leur actif net par rapport à l'actif net de l'ensemble des Fonds Concernés ;
- En deuxième lieu, i) la partie allouée à l'ensemble des FCPI Concernés sera affectée en priorité au FCPI Concerné le plus ancien, dans le respect de sa stratégie d'investissement et jusqu'à l'atteinte du maximum de ses ratios d'investissement, puis le solde sera proposé aux autres FCPI Concernés toujours en appliquant la règle de l'ancienneté, dans le respect de leur stratégie d'investissement et jusqu'à l'atteinte du maximum des ratios d'investissement de chacun des fonds ; ii) la partie allouée à l'ensemble des FIP Concernés sera affectée en priorité au FIP Concerné le plus ancien, dans le respect de sa stratégie d'investissement et jusqu'à l'atteinte du maximum de ses ratios d'investissement, puis le solde sera proposé aux autres FIP Concernés toujours en appliquant la règle de l'ancienneté, dans le respect de leur stratégie d'investissement et jusqu'à l'atteinte du maximum des ratios d'investissement de chacun des fonds ;
- En troisième lieu, le solde éventuel sera réparti entre les Fonds Concernés selon les mêmes modalités que celles des alinéas précédents, jusqu'à ce que leurs ratios d'investissement atteignent le niveau maximum défini dans leur règlement respectif ;
- En dernier lieu, dans le cas où les Fonds Concernés auront atteint le niveau maximum de leurs ratios d'investissement définis dans leur règlement, la Société de Gestion proposera le complément d'investissement à réaliser aux Autres Fonds de Co-investissement.

II) Dans le cas où le Dossier d'Investissement est éligible à plusieurs FIP (ci-après dénommés les « FIP Concernés »), le montant de l'investissement à réaliser sera affecté :

- En premier lieu, en priorité au FIP Concerné le plus ancien, dans le respect de sa stratégie d'investissement et jusqu'à l'atteinte du maximum de ses ratios d'investissement, puis le solde sera proposé aux autres FIP Concernés toujours en appliquant la règle de l'ancienneté, dans le respect de leur stratégie d'investissement et jusqu'à l'atteinte du maximum des ratios d'investissement de chacun des fonds ;
- En second lieu, aux Autres Fonds de Co-investissement gérés par la Société de Gestion qui proposera le complément d'investissement à réaliser.

Toutefois, à titre de dérogation, la Société de Gestion pourra décider de ne pas faire participer un des Autres Fonds Gérés (FCPR, FIP, FCPI, ou autres) ou Société Liée (ci-après le « Fonds Géré »), à un Dossier d'Investissement dans le cadre d'un co-investissement. Cette décision devra être justifiée par l'un au moins des éléments ci-après :

- la capacité d'investissement du Fonds Géré est suffisante mais le Fonds Géré étudie un autre Dossier d'Investissement (matérialisé par un engagement de type protocole d'accord, une lettre d'intention, etc...), qui s'il était réalisé, ne permettrait plus au Fonds Géré de co-investir, faute de capacité d'investissement suffisante ;
- différence significative dans le degré d'avancement du respect des ratios du Fonds Géré au regard du délai laissé au Fonds Géré pour respecter ces ratios ;
- montants restants à investir pour le Fonds Géré ou taille de l'investissement à réaliser considéré disproportionnés (lorsque, compte tenu de la capacité résiduelle du Fonds Géré ou de la taille de l'investissement, le montant à investir pour le Fonds Géré serait trop faible ou au contraire trop important) ou trésorerie disponible insuffisante pour le Fonds Géré concerné ;
- caractère éligible ou non de l'investissement (en fonction notamment de la nature des titres souscrits ou acquis) aux différents ratios que doivent respecter le cas échéant les Autres Fonds Gérés ;
- le Dossier d'Investissement est concurrent d'une participation du Fonds Géré ;
- le Fonds Géré compte procéder à un refinancement futur d'une de ses participations ;

A l'inverse, les Autres Fonds Gérés ou Sociétés Liées seront prioritaires sur le Fonds pour :

- les réinvestissements dans des sociétés de leur portefeuille ;
- les investissements qui ne rentrent pas dans la politique d'investissement du Fonds.

Dans tous les cas, l'application de ces règles de répartition des Dossiers d'Investissement devra tenir compte des règles de division des risques, de la capacité résiduelle de trésorerie, des contraintes de respect de ratio et des allocations d'actifs des Structures d'Investissement, ainsi que du format juridique et fiscal des opérations.

3.3.1.3 / Règles de co-investissement

Co-investissement entre les Structures d'Investissement

Dans tous les cas, les co-investissements réalisés par les Structures d'Investissement seront effectués dans des conditions équivalentes à l'entrée et à la sortie, qui seront en principe conjointe.

Co-investissement lors d'un apport de fonds propres complémentaires du Fonds

Le Fonds ne pourra participer à une opération d'apport de fonds propres complémentaires au profit d'une Société Cible dans laquelle d'Autres Fonds Gérés ou Sociétés Liées sont déjà actionnaires que si un ou plusieurs investisseurs tiers indépendants intervienne(nt) au nouveau tour de table à un niveau suffisamment significatif.

Dans ce cas, la participation du Fonds à l'opération sera subordonnée à sa réalisation dans des conditions équivalentes (avec un prix identique) à celles applicables audit(s) tiers.

A défaut de participation au nouveau tour de table d'investisseurs tiers nouveaux, la participation du Fonds à l'opération ne pourra être réalisée qu'après l'établissement de rapports de deux experts indépendants dont éventuellement le Commissaire aux Comptes du Fonds. Le rapport annuel du Fonds devra relater les opérations concernées. Le cas échéant, il doit en outre décrire les motifs pour lesquels aucun investisseur tiers n'est intervenu, et justifier l'opportunité de l'investissement complémentaire ainsi que son montant.

Les obligations de cette disposition cessent de s'appliquer dès lors que les titres concernés font l'objet d'une admission aux négociations sur un marché réglementé.

Règles particulières

En cas de co-investissement, les règles suivantes s'appliqueront :

- la Société de Gestion, ses salariés et personnels mis à disposition ne pourront pas co-investir aux cotés du Fonds.
- tant que la Société Cible dans laquelle le Fonds a investi n'est pas introduite en bourse, la Société de Gestion s'oblige à ce que les Autres Fonds Gérés ou Sociétés Liées ayant investi sortent conjointement aux mêmes conditions, sans préjudice d'une éventuelle décote pour les Structures d'Investissement ne pouvant consentir de garanties d'actif et de passif. Dans le cas où seule une sortie partielle serait possible, la Société de Gestion s'oblige à ce que les Structures d'Investissement concernées cèdent ensemble une partie de leur participation respective, chacune à hauteur de leur quote-part de la participation globale des Structures d'Investissement au capital de la Société Cible ;
- toutefois, il pourra être dérogé aux principes exposés ci-dessus dans le cas où la maturité d'une Structure d'Investissement lui impose de céder une proportion plus importante de sa ligne afin d'assurer sa liquidité, ou, au contraire, lorsque le respect de certains ratios réglementaires lui impose de ne pas céder la totalité de la participation qu'elle pourrait prétendre céder en fonction des principes exposés ci-dessus. La dérogation à ces principes pourra également être justifiée par

l'opportunité d'une sortie conjointe, ou encore par l'incapacité à signer une garantie de passif lors de la cession.

En tout état de cause, dès que la Société Cible est introduite en bourse, les Structures d'Investissement ayant investi seront chacune libres de céder leur participation, même de façon non concomitante.

Tout événement ayant trait à des co-investissements ou co-désinvestissements fera l'objet d'une mention spécifique dans le rapport annuel du Fonds établi par la Société de Gestion.

3.3.2 - Organiser le suivi des participations

La Société de Gestion a pour politique de maintenir une relation étroite avec l'équipe dirigeante des participations du Fonds à travers des contacts réguliers et des échanges d'informations.

Un reporting trimestriel, voire mensuel, sera demandé aux participations et la Société de Gestion demandera si possible à être membre du conseil de surveillance ou du conseil d'administration des participations. La Société de Gestion pourra également rechercher des personnalités indépendantes pour compléter les organes de direction. En revanche, la Société de Gestion ne s'impliquera pas dans la gestion quotidienne des Sociétés Cibles.

3.3.3 - Exercice des droits de vote

La Société de Gestion agira librement en toutes circonstances dans l'intérêt des Souscripteurs et pourra seule, directement ou par délégation de pouvoir à tout mandataire, exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans le Fonds. La Société de Gestion représentera le Fonds à l'égard des tiers et pourra agir en justice pour défendre ou faire valoir les droits et intérêts des Souscripteurs. La Société de Gestion rendra compte de ses pratiques en matière d'exercice des droits de vote dans des conditions fixées par le règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers. En particulier, lorsque la Société de Gestion n'exercera pas ces droits de vote, elle expliquera ses motifs aux Souscripteurs.

3.4 - Transfert de participations

Il ne pourra y avoir de cession de participation entre le Fonds et les Autres Fonds Gérés ou Sociétés Liées à l'exception de ce que permet le décret du 6 septembre 1989 et dans les limites de ces dispositions, à savoir i) un transfert au Fonds d'une participation dans une entreprise ou un fonds à risque détenue ou gérée depuis moins de douze (12) mois ou ii) le transfert du Fonds d'une participation dans une entreprise ou un fonds à risque détenue ou gérée depuis moins de douze (12) mois à un Autre Fonds Géré ou Société Liée.

3.5 - Prestations de service assurées par la Société de Gestion ou les Sociétés Liées

Il s'agit de prestations de conseil et de montage, ingénierie financière, stratégie industrielle, fusion et acquisition et introduction en Bourse, ci-après les « Prestations de Service ».

Dans tous ces cas, il est interdit aux salariés, personnels mis à disposition et aux dirigeants de la Société de Gestion agissant pour leur propre compte, de réaliser des Prestations de Service rémunérées au profit du Fonds ou d'une de ses participations, à l'exception des jetons de présence perçus en qualité d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance.

Si pour réaliser ces Prestations de Service significatives, lorsque le choix est de son ressort, la Société de Gestion souhaite faire appel à une personne physique, morale, une société ou autre liée à la Société de Gestion, au profit du Fonds ou d'une de ses participations, son choix sera décidé en toute autonomie, après mise en concurrence.

Les rapports de gestion du Fonds et de la Société de Gestion mentionneront :

- pour les services facturés au Fonds : la nature de ces prestations et le montant global, par nature de prestations, et, s'il a été fait appel à une Société Liée, son identité et le montant global facturé.
- pour les services facturés par la Société de Gestion aux participations du Fonds, la nature de ces prestations et le montant global, par nature de prestations ; et, lorsque le prestataire est une Société Liée, dans la mesure où l'information peut être obtenue, l'identité du prestataire et le montant global facturé. La Société de Gestion n'est à ce jour liée à aucun établissement de crédit, dans le cas où elle le serait à l'avenir, elle fera ses meilleurs efforts pour déterminer si l'établissement de crédit est un banquier significatif de l'une ou l'autre des participations du Fonds, et pour l'indiquer, le cas échéant, dans le rapport annuel.

3.6 - Décider les désinvestissements

Le Directoire de la Société de Gestion décidera seul des opportunités de désinvestissements du Fonds. Il veillera à ce que les règles déontologiques soient respectées dans le cadre de ces désinvestissements.

4 - CONTRAINTES LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES DE COMPOSITION DE L'ACTIF DU FONDS

Il est préalablement rappelé que si le Fonds est un FIP, il est également à ce titre un FCPR, soumis aux dispositions légales et réglementaires régissant ce type de véhicule d'investissement. Ainsi, le Fonds devra respecter à la fois les règles de composition de l'actif propre à tout FCPR avant de respecter également les règles de composition de l'actif propre à tout FIP

4.1. Respect du Quota de 50%, propre à tout FCPR

L'actif du Fonds doit être constitué conformément aux dispositions de l'article L. 214-36 du Code monétaire et financier, c'est-à-dire notamment à hauteur de 50 % au moins, de titres participatifs ou de titres de capital de sociétés, ou donnant accès au capital de sociétés, qui ne sont pas admis aux négociations sur un marché d'instruments financiers français ou étranger, dont le fonctionnement est assuré par une entreprise de marché ou un prestataire de services d'investissement ou tout autre organisme similaire étranger, ou, par dérogation à l'article L. 214-20, de parts de sociétés à responsabilité limitée ou de sociétés dotées d'un statut équivalent dans leur Etat de résidence. Si à la suite de l'agrément du présent règlement du Fonds, des modifications législatives de L. 214-36 du Code monétaire et financier intervenaient, elles seraient réputées faire partie intégrante du présent règlement.

Modes de calcul du Quota de 50%

Le numérateur est constitué par le prix de souscription ou d'acquisition des titres ou droits du portefeuille et la valeur comptable des autres actifs éligibles, sous réserve de divers ajustements. Le dénominateur est constitué du montant libéré des souscriptions dans le Fonds, sous réserve de divers ajustements. Suite à l'agrément du présent règlement du Fonds, les éventuelles modifications législatives des définitions du numérateur et du dénominateur du Quota de 50% seront réputées remplacer les définitions données au présent paragraphe et faire partie intégrante du présent règlement.

4.2. Respect du Quota d'investissement de 60%, propre à tout FIP

L'actif du Fonds doit être constitué conformément aux dispositions de l'article L. 214-41-1 du Code Monétaire et Financier, c'est-à-dire à hauteur de 60 % au moins de « Titre Eligibles » c'est-à-dire par des valeurs mobilières, parts de société à responsabilité limitée et avances en compte courant, dont au moins 10 % dans des nouvelles entreprises exerçant leur activité ou juridiquement constituées depuis moins de cinq ans, telles que définies par le 1 et le a du 2 de l'article L. 214-36, émises par des sociétés ayant leur siège dans un Etat membre de la Communauté européenne, ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention fiscale qui contient une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude ou l'évasion fiscale, qui sont soumises à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun ou en seraient passibles dans les mêmes conditions si l'activité était exercée en France, et qui remplissent les conditions suivantes :

- a) Exercer leurs activités principalement dans des établissements situés dans la zone géographique choisie par le fonds et limitée à une région ou deux ou trois régions limitrophes, ou, lorsque cette condition ne trouve pas à s'appliquer, y avoir établi leur siège social. Le fonds peut également choisir une zone géographique constituée d'un ou de plusieurs départements d'outre mer ;
- b) Répondre à la définition des petites et moyennes entreprises figurant à l'annexe I au règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission, du 12 janvier 2001, concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises ;
- c) Ne pas avoir pour objet la détention de participations financières, sauf à détenir exclusivement des titres donnant accès au capital de sociétés dont l'objet n'est pas la détention de participations financières et qui répondent aux conditions d'éligibilité du premier alinéa, du a et du b.

Les conditions fixées au a et au b s'apprécient à la date à laquelle le fonds réalise ses investissements.

Sont exclues du Quota d'investissement de 60% les sociétés dont les titres sont admis à la négociation sur un marché réglementé français ou étranger. Par exception, sont pris en compte pour le calcul du quota de 60% les titres, détenus depuis cinq ans au plus, des sociétés admises aux négociations sur l'un des marchés réglementés de valeurs de croissance de l'Espace Economique Européen ou un compartiment de valeurs de croissance de ces marchés dont la liste est fixée par arrêté du ministre chargé de l'économie. En outre, lorsque

les titres d'une société détenus par un Fonds d'Investissement de Proximité sont admis aux négociations sur un marché réglementé, ces titres continuent à être pris en compte pour le calcul de la proportion de 60% visée ci-dessus pendant une durée de cinq ans à compter de la date de l'admission.

Par ailleurs, sont également pris en compte dans le calcul du Quota d'investissement de 60 % :

- dans la limite de 10% de l'actif du Fonds : les parts de FCPR et les actions de SCR à concurrence du pourcentage d'investissement direct de l'actif de la structure concernée dans les sociétés qui répondent aux dispositions du premier alinéa, du a et du b, à l'exclusion des sociétés ayant pour objet la détention de participations financières.
- dans la limite de 20 % de l'actif du fonds, les titres mentionnés au 3 de l'article L. 214-36, sous réserve que la société émettrice réponde aux conditions mentionnées au 1, à l'exception de celle tenant à la non-cotation, et n'ait pas pour objet la détention de participations financières.
- sans limite, les participations versées à des sociétés de caution mutuelle ou à des organismes de garantie intervenant dans la Zone Géographique choisie par le Fonds.

Conformément aux dispositions de l'article L. 214-41-1 du Code monétaire et financier relatif aux Fonds d'Investissement de Proximité et afin de permettre aux Souscripteurs de bénéficier de la réduction d'impôt visée à l'article 199 *terdecies*-0 A VI bis du CGI, l'actif du Fonds sera en fait constitué pour 60% au moins, dont au moins 10% dans des nouvelles entreprises exerçant leur activité ou juridiquement constituées depuis moins de 5 ans, de Titres Eligibles.

Par dérogation au 5° de l'article 214-36 du Code Monétaire et Financier, les Fonds d'investissement de proximité créés jusqu'au 31 décembre 2004 doivent respecter leur Quota d'investissements de 60% au plus tard lors de l'inventaire de clôture du deuxième exercice suivant celui de la constitution, c'est-à-dire en l'espèce avant le 31 décembre 2007.

4.2.2. Modes de calcul du Quota d'investissement de 60%

Le dénominateur est constitué du montant libéré des souscriptions dans le Fonds, sous réserve de divers ajustements. Le numérateur est constitué par le prix de souscription ou d'acquisition des titres ou droits du portefeuille et la valeur comptable des autres actifs éligibles sous réserve de divers ajustements. Suite à l'agrément du règlement du présent Fonds, les éventuelles modifications législatives des définitions du numérateur et du dénominateur du Quota de 60% seront réputées remplacer les définitions données au présent paragraphe et faire partie intégrante du présent Règlement.

4.3 - Ratio de division des risques

- a) ratio « d'actif par ligne »
Selon l'article 10 II 1° a) du décret n°89-623, l'actif d'un Fonds Commun de Placement à Risques peut être employé à 10% au plus en titres d'un même émetteur autre qu'un OPCVM.
L'article 3.1 du présent Règlement prévoit que l'Investissement Initial dans une Société Cible sera limité à 8% de l'actif d'origine du Fonds (égal au montant des souscriptions). Le niveau maximum du ratio d'Actif par ligne pourra être atteint lors de la réalisation d'Investissements Complémentaires.
- b) ratio « d'OPCVM »
Selon l'article 10 II 1° b) du décret n°89-623, l'actif d'un Fonds Commun de Placement à Risques peut être employé à 35% au plus en actions ou parts d'un même OPCVM.
- c) ratio « de FCPR allégé »
Selon l'article 10 II 1° c) du décret n°89-623, l'actif d'un Fonds Commun de Placement à Risques peut être employé à 10% au plus en actions ou parts d'un même Organisme relevant de l'article L.214-35 du Code Monétaire et Financier, c'est-à-dire un OPCVM allégé.

Ces ratios de divisions des risques doivent être respectés dans les 2 ans à compter de l'agrément du Fonds.

Modes de calcul du ratio de division des risques

Selon l'article 10 II 3° e) du décret n°89-623, est inscrit au dénominateur le plus élevé des deux montants suivants : l'Actif Net du Fonds ou le montant total des engagements contractuels de souscription ou d'acquisition reçus par le Fonds.

Selon les articles 10 II 3° a) à d) du décret n°89-623, est inscrit au numérateur :

- lorsque les titres détenus par le Fonds ne sont pas admis sur un marché réglementé, ces titres sont retenus pour leur valeur d'acquisition ou de souscription ;

- lorsque les titres détenus par le Fonds font l'objet d'un échange avec des titres non admis aux négociations sur un marché réglementé, les titres reçus à l'échange par le Fonds sont pris en compte à l'actif pour le prix de souscription ou d'acquisition des titres remis à l'échange ;
- lorsque des titres détenus par le Fonds sont admis aux négociations sur un marché réglementé français ou étranger ou lorsqu'ils font l'objet d'un échange avec des titres admis aux négociations sur un marché réglementé français ou étranger, les titres détenus ou remis à l'échange par le Fonds sont réputés maintenus à l'actif pour leur prix de souscription ou d'acquisition pendant douze mois à compter de la date d'admission ou d'échange ou jusqu'à la fin de la période pendant laquelle la Société de Gestion s'est engagée, le cas échéant, à conserver les titres dans l'actif du Fonds, si sa durée est supérieure à douze mois. A l'issue de cette période, le ratio « d'actif par ligne » est porté à 20 % et s'apprécie par rapport aux titres détenus ou reçus à l'échange comme tout autre titre admis aux négociations sur un marché réglementé français ou étranger.
- lorsque les titres ou droits détenus par le Fonds sont émis par une entité mentionnée au b du 2 de l'article L. 214-36 susvisé, l'engagement contractuel de souscription ou d'acquisition pris par le Fonds est inscrit pour son montant au numérateur.

4.4 - Ratio d'emprise

- a) ratio « de seuil de capital »
Selon l'article 10 II 4° a) du décret n°89-623, un Fonds Commun de Placement à Risques ne peut détenir plus de 35% du capital ou des droits de vote d'un même émetteur. Toutefois, du fait d'une action dans l'intérêt des Souscripteurs, cette limite peut être temporairement dépassée. En ce cas, la Société de Gestion communique à l'Autorité des Marchés Financiers, au Dépositaire et au Commissaire aux comptes les raisons de ce dépassement et le calendrier prévisionnel de régularisation. La régularisation doit intervenir au plus tard dans l'année suivant le dépassement.
- b) ratio « de capital risque »
Selon l'article 214-41-1 du Code Monétaire et Financier, un Fonds d'Investissement de Proximité ne peut investir plus de 10% de son actif dans des parts de Fonds Commun de Placement à Risques et des actions de Société de Capital Risque à l'exclusion des sociétés ayant pour objet la détention de participations financières.
- c) Un Fonds d'Investissement de Proximité ne peut détenir, ni s'engager à souscrire ou à acquérir plus de 20% du montant total des titres ou droits et des engagements contractuels de souscription d'un FCPR allégé ou d'une Entité OCDE.
- d) Un Fonds d'Investissement de Proximité ne peut détenir plus de 10% des actions ou parts d'un OPCVM autre qu'un FCPR, un FCPI, un FIP ou une Entité OCDE.

4.5 - Contraintes juridiques et fiscales relatives aux Souscripteurs

- a) Selon l'article 163 quinquies B du Code Général des Impôts, les personnes qui souscrivent des parts du Fonds sont exonérées de l'impôt sur le revenu à raison des sommes ou valeurs auxquelles donnent droit les parts concernées, lorsque les conditions sont remplies :
 - Les personnes physiques prennent l'engagement de conserver les parts de fonds pendant 5 ans au moins à compter de leur souscription et de réinvestir les sommes ou valeurs distribuées au titre de ces parts;
 - Les Souscripteurs, leur conjoint et leurs ascendants et descendants ne doivent pas détenir directement ou indirectement, plus de 25% des droits dans les bénéfices des sociétés dont les titres figurent à l'actif du Fonds ou avoir détenu ce montant à un moment quelconque au cours des 5 années précédant la souscription des parts du Fonds ou l'apport de titres.
- b) Selon l'article 150 0-A III 2° du Code Général des Impôts, le Souscripteur agissant directement ou par personnes interposées ne doit pas posséder plus de 10% des parts du Fonds ;
- c) Selon les articles 199 terdecies OA VI bis et VII du Code Général des Impôts, Les contribuables domiciliés fiscalement en France peuvent bénéficier d'une réduction de leur impôt sur le revenu égale à 25% des souscriptions en numéraire de parts du Fonds, dans la limite d'une souscription de 12.000 euros pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés et de 24.000 euros pour les contribuables mariés soumis à imposition commune, lorsque les conditions suivantes sont remplies :
 - Les personnes physiques prennent l'engagement de conserver les parts du Fonds pendant 5 ans au moins à compter de leur souscription ;
 - Les Souscripteurs, leur conjoint et leurs ascendants et descendants ne doivent pas détenir ensemble plus de 10% des parts du Fonds et, directement ou indirectement, plus de 25% des droits dans les bénéfices des sociétés dont les titres figurent à l'actif du Fonds ou avoir détenu ce montant à un moment quelconque au cours des 5 années précédant la souscription des parts du Fonds ou l'apport de titres.

Les versements ouvrant droit à réduction d'impôt sont ceux effectués jusqu'au 31 décembre 2006. Les réductions d'impôts obtenues font l'objet d'une reprise au titre de l'année au cours de laquelle le Fonds ou le contribuable cesse de remplir les conditions fixées à l'article L. 214-41-1 du Code Monétaire et Financier et les conditions du présent article. Cette disposition ne s'applique pas, pour les cessions de parts intervenues avant l'expiration du délai de conservation des parts prévu ci-dessus, en cas de licenciement, d'invalidité correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la Sécurité Sociale ou de décès du contribuable ou de l'un des époux soumis à une imposition commune.

5 - DURÉE

La durée du Fonds est de huit ans à compter du jour de sa constitution, sauf dans les cas de dissolution anticipée prévus à l'article 27. Cette durée peut être prorogée en une ou plusieurs fois par la Société de Gestion pour une période totale maximale de deux ans en accord avec le Dépositaire et après agrément de l'Autorité des Marchés Financiers.

6 - DÉMARCHAGE ET PUBLICITÉ

Le Fonds pourra faire l'objet de publicité et de démarchage. En conséquence, il devra suivre les règles concernant les conditions et limites de détention des actifs, définies dans le décret 2005-1007 du 5 août 2005.

II - ACTIF ET PARTS

7 - CONSTITUTION DU FONDS

A sa constitution, l'actif du Fonds doit être d'un montant minimum de quatre cent mille euros (400 000 €) et d'un montant maximum de quinze millions d'euros (15 000 000 €). Le Dépositaire constate les versements et vérifie qu'ils sont en conformité avec la Loi et le présent Règlement ; il délivre l'attestation de dépôt.

8 - PARTS DU FONDS

8.1 - Conditions liées aux investisseurs et droits des copropriétaires

Les droits des copropriétaires sont représentés par des Parts A et C. La souscription des Parts A du Fonds est ouverte aux personnes physiques ou morales françaises ou étrangères. Les Parts C sont souscrites par la Société de Gestion, ses actionnaires, ses dirigeants, salariés, personnels mis à disposition, personnes assimilées et les personnes ayant contribué de façon significative à la création et au développement du Fonds. Chaque Souscripteur dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du Fonds proportionnellement aux parts détenues de chaque catégorie. La propriété des parts est constatée par l'inscription sur une liste établie pour chaque catégorie de parts dans un registre tenu à cet effet par le Dépositaire.

8.2 - Droits respectifs des catégories de parts

Si les résultats du Fonds le permettent, les droits attachés aux Parts A et C s'exerceront lors des distributions en numéraire ou en titres effectuées par le Fonds selon l'ordre de priorité suivant :

1. Les Parts A ont vocation à recevoir prioritairement aux Parts C, un montant égal à l'intégralité de leur montant souscrit et libéré, hors droit d'entrée ;
2. Puis, les Parts C ont vocation à recevoir un montant égal à l'intégralité de leur montant souscrit et libéré des Parts C ;
3. Puis, les seules Parts A ont vocation à recevoir une distribution d'un montant égal à un rendement brut annuel capitalisé de 6% du montant de la totalité des souscriptions des Parts A, hors droit d'entrée et calculée à compter du premier jour ouvré suivant le jour de clôture de la souscription du Fonds (ci-après la « **Plus-Value** ») ;
4. Le solde s'il existe, après distribution de la Plus-Value, est désigné comme la « **Super Plus-Value** » qui sera répartie à hauteur de :
 - 80% pour les Parts A
 - 20% pour les Parts C

Ces règles de distribution sont applicables pour le calcul de la Valeur Liquidative des parts A et C.

Les titulaires de parts C souscriront 0,50% du montant total des souscriptions. Ces parts leur donneront droit, dès lors que le nominal des parts A et la Plus-Value auront été remboursés, à percevoir 20% des produits et plus-values nets. Dans l'hypothèse où les porteurs de Parts A ne percevraient pas le montant nominal de ces parts, les porteurs de Parts C perdront la totalité de leur investissement dans ces Parts C.

9 - SOUSCRIPTION DES PARTS

9.1 - Période de souscription

La période de souscription s'ouvre à compter de l'agrément du Fonds par l'Autorité des Marchés Financiers, pour se clôturer le 31 janvier 2006 à 12 H. Cependant, la souscription pourra être clôturée par anticipation dès que le montant des souscriptions aura atteint quinze millions d'euros (15 000 000 €). La Société de Gestion notifiera alors aux établissements commercialisateurs que seules seront admises les souscriptions qui lui seront communiquées dans les 5 jours ouvrés suivant cette notification. Aucune souscription ne sera admise en dehors de cette période de souscription.

9.2 - Conditions de souscription

Chaque souscription en Parts A doit être d'un montant minimum de deux mille euros (2.000 €), soit au minimum quatre Parts A sur la base du nominal fixé à 500 euros. Jusqu'à la fin de la période de souscription, le prix d'achat des Parts A du Fonds est la plus élevée des valeurs suivantes : la valeur nominale (500 €) ou la dernière Valeur Liquidative publiée par la Société de Gestion.

Par ailleurs, pendant la période de souscription, le Fonds émet des Parts C, à raison d'une (1) Part C pour 200 Parts A émises. Ces Parts C, ont une valeur initiale de cinq cent euros (500 €) chacune. Les souscriptions sont uniquement effectuées en numéraire. Les souscriptions aux parts sont irrévocables et libérables en totalité en une seule fois. Les souscriptions ne seront recueillies qu'accompagnées d'un titre de paiement dûment signé par l'Investisseur.

Un droit d'entrée d'un maximum de 5% toutes charges comprises du montant de la souscription est perçu lors de la souscription de chaque Part A. Les porteurs de Parts C investiront au plus 0,50% du montant total des souscriptions.

10 - RACHATS DE PARTS

Les porteurs de Parts A ne pourront pas demander le rachat de leurs Parts A par le Fonds avant l'expiration du délai visé à l'article 5 du présent Règlement (prorogé ou non), à moins qu'il ne soit motivé par l'un des événements ci-après :

- Décès du porteur ou de son époux(se) soumis à imposition commune.
- Invalidité du porteur ou de son époux(se) soumis à imposition commune correspondant au classement dans la deuxième ou troisième catégorie prévue à l'article L.314-4 du Code de la Sécurité Sociale.
- Licenciement du porteur ou de son époux(se) soumis à imposition commune.

Les Souscripteurs seront susceptibles de perdre certains avantages fiscaux à l'occasion de rachat anticipé (voir article 4 du présent Règlement).

10.1 - Notification de rachat

Les Souscripteurs devront adresser une demande à la Société de Gestion par lettre avec AR en précisant leur identité, leurs coordonnées et le nombre de parts faisant l'objet du rachat. Les rachats ne sont pas possibles pendant les périodes de pré-liquidation et de liquidation du Fonds.

10.2 - Réalisation du rachat

Les rachats sont réglés dans un délai maximum de trente (30) jours suivant celui de la demande sur la base de la prochaine Valeur Liquidative publiée par la Société de Gestion. Toutefois, si en cas de circonstances exceptionnelles le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le Fonds, ce délai peut être prolongé sans pouvoir excéder un (1) an après le dépôt de la demande de rachat. Passé ce délai d'un (1) an, tout Souscripteur dont la demande de rachat n'a pas été satisfaite peut exiger la liquidation du Fonds par la Société de Gestion. Tout rachat sera réalisé uniquement en numéraire. Aucune demande de rachat ne sera recevable après la dissolution du Fonds.

11 - TRANSFERT DE PARTS

11.1 - Cessions de parts A

Les cessions de Parts A sont libres entre Souscripteurs, et entre Souscripteurs et tiers. Elles ne peuvent porter que sur un nombre entier de parts. Elles peuvent être effectuées à tout moment. Tout Souscripteur peut demander par lettre recommandée avec accusé de réception à la Société de Gestion de rechercher un cessionnaire. La Société de Gestion ne garantit pas la vente des Parts A. La Société de Gestion tient une liste nominative et chronologique des offres de cession qu'elle a reçues. Le Dépositaire est informé de tout transfert de part afin de mettre à jour son registre. La Société de Gestion facturera au cédant une commission fixée à 5% toutes charges comprises du montant de la transaction réalisée.

La Société de Gestion pourra s'opposer à toute cession qui permettrait à un Souscripteur personne physique de détenir plus de 10% des parts du Fonds. De même, la Société de Gestion pourra s'opposer à toute cession qui permettrait à un Souscripteur de détenir un pourcentage des parts du Fonds supérieur aux ratios définis à l'article 4.5 du présent Règlement.

11.2 - Cessions de parts C

Les cessions de parts C ne peuvent être effectuées qu'entre personnes répondant aux critères énoncés à l'article 8.1 du présent Règlement. Elles ne peuvent porter que sur un nombre entier de parts.

11.3 - Notification des cessions

Pour être opposable aux tiers et au Fonds, la cession doit, au moins quinze (15) jours avant la date projetée de la cession, faire l'objet d'une déclaration de transfert notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au Dépositaire et signée par le cédant et le cessionnaire. La déclaration doit mentionner la dénomination, l'adresse postale et le domicile fiscal du cédant et du cessionnaire, la date de cession, le nombre de Parts cédées, leur numéro d'ordre et le prix auquel la transaction doit être effectuée.

Cette déclaration fait ensuite l'objet d'une mention portée par le Dépositaire sur la liste des Souscripteurs. Les frais de transfert sont à la charge du cessionnaire, sauf convention contraire entre le cédant et le cessionnaire.

12 - DISTRIBUTION D'ACTIFS

12.1 - Politique de distribution

Sauf exceptions visées ci-dessous et à compter de la 5^{ème} date d'anniversaire de la clôture de la période de souscription, le Fonds pourra procéder sans aucune obligation, après la vente de titres du portefeuille ayant été acquis comme titres non cotés visés à l'article 3.1 du présent Règlement, à la distribution des sommes reçues au titre de cette vente (diminuées des frais à payer au titre de la vente effectuée) au lieu de les réinvestir. Cette distribution interviendra dans les meilleurs délais. La Société de Gestion peut cependant conserver dans le Fonds les sommes qu'elle estime nécessaires pour permettre au Fonds de payer différents frais, y compris les frais de gestion, et pour payer toute autre somme qui serait éventuellement due par le Fonds. Elle pourra également réinvestir le produit net des cessions réalisées pour permettre au Fonds de respecter ses quotas.

12.2 - Répartition des distributions

Pendant la vie du Fonds, les distributions d'actifs se font en numéraire, avec ou sans rachat de parts. Les distributions avec rachat de parts entraînent l'annulation des parts correspondant à la distribution. Les distributions sans rachat de parts sont déduites de la Valeur Liquidative des parts concernées par ces distributions. Toute distribution se fait comme il est indiqué à l'article 8.2 du présent Règlement.

13 - DISTRIBUTION DES PRODUITS COURANTS

Conformément à la loi, le résultat net du Fonds est égal au montant des intérêts, primes et lots, dividendes et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majoré des sommes momentanément disponibles et diminué de tous frais, y compris les frais de gestion visés à l'article 21 du présent Règlement. Les sommes distribuables sont égales à ce résultat net éventuellement augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus afférents à l'exercice clos. En ce qui concerne les obligations, la comptabilisation des sommes distribuables sera effectuée sur la base des intérêts courus.

Au cas où le Fonds dégragerait ainsi des sommes distribuables, les sommes distribuables seront soit distribuées, soit capitalisées afin d'être intégrées aux actifs dont le remboursement et la distribution sont prévus à l'article 12 du présent Règlement ; la distribution, si elle intervient, a lieu dans les cinq (5) mois suivant la clôture de l'exercice. La Société de Gestion peut également décider en cours d'exercice la mise en distribution d'un ou plusieurs acomptes dans la limite des revenus nets comptabilisés à la date de la décision. Il est expressément convenu que toute distribution de revenus distribuables devra respecter les priorités de distribution définies à l'article 8.2 du présent Règlement.

Si le résultat net du Fonds est une perte, cette perte est capitalisée et déduite des actifs du Fonds. Il est précisé qu'aucune distribution de produits courants n'interviendra avant la 5^{ème} date d'anniversaire de la clôture de la période de souscription.

14 - EVALUATION DU PORTEFEUILLE

Valeurs cotées

De façon à déterminer les « Valeurs Liquidatives » des Parts A et C (cf. article 15), le portefeuille est évalué par la Société de Gestion selon les critères suivants : Les titres français cotés sur un marché réglementé sont évalués sur la base du premier cours Euronext inscrit au jour de l'évaluation.

Les titres étrangers sont évalués sur la base du premier cours Euronext inscrit au jour de l'évaluation pour les valeurs inscrites à Paris, et sur celle du premier cours de leur marché principal converti en euros, suivant le cours des devises Euronext au jour de l'évaluation, pour les autres valeurs.

Les titres négociés sur un marché non réglementé sont évalués sur la base du dernier cours pratiqué sur ces marchés au jour de l'évaluation ou, à défaut de cours coté à la date d'évaluation ou lorsque le marché est très réduit et que le cours pratiqué n'est pas significatif, selon les règles décrites ci-dessous applicables aux titres non cotés.

Valeurs non cotées

Tous les investissements sont évalués à leur prix d'acquisition. Une révision de cette évaluation est effectuée dans les cas suivants :

- **Emission d'un nombre significatif de titres nouveaux**, souscrits par des tiers à un prix différent de la valeur antérieurement retenue, ou **existence de transactions** intervenues entre entités ou

personnes indépendantes les unes des autres et portant sur un nombre significatif de titres. Dans ce cas, l'évaluation est basée sur le prix de l'opération. Cependant, la Société de Gestion ne devra pas tenir compte du montant auquel se fait la transaction ou devra lui appliquer une décote appropriée dans les cas suivants :

- (1) L'opération avec des tiers est intervenue autrement que dans des conditions normales de marché.
- (2) Les objectifs du tiers ayant investi (intervenant unique dans l'opération) sont de nature stratégique et non pas de nature strictement financière.
- (3) La transaction a été réalisée par échange de titres et les titres reçus sont non cotés.

- Constatation d'éléments déterminants attestant une **diminution significative et durable** de la situation et des perspectives de la société par rapport à celles qui avaient été prises en compte, soit à la date d'investissement, soit au dernier arrêté. Dans ce cas, une dépréciation sur le prix d'acquisition ou une réduction de la valeur retenue lors du dernier arrêté est constatée par tranche de 25%.

La Société de Gestion peut décider, en le justifiant et l'expliquant, d'appliquer une décote autre qu'un multiple de 25 %.

Une diminution significative et durable de la valeur d'un investissement peut résulter, entre autres, d'un dépôt de bilan, d'un litige important, du départ ou du changement d'un dirigeant, d'une fraude au sein de la société, d'une altération substantielle de la situation du marché, d'un changement profond de l'environnement dans lequel évolue la société, de tout événement entraînant une rentabilité inférieure à celle observée au moment de l'investissement, de performances substantiellement et de façon durable inférieures aux prévisions, ainsi que de tout autre élément affectant la valeur de l'entreprise et son développement de manière significative et durable. Il peut s'agir également de la constatation objective que la société est dans l'impossibilité de lever des fonds dans les conditions de valorisation qui étaient celles du précédent tour de financement.

Parts de SICAV et FCP

Les parts de SICAV et de Fonds Communs de Placement sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue au jour de l'évaluation.

Evaluation effectuée par la Société de Gestion

L'évaluation effectuée par la Société de Gestion est communiquée, préalablement à la détermination de la Valeur Liquidative, au Commissaire aux comptes qui doit faire connaître ses observations dans un délai de quinze jours.

L'actif du Fonds comprend tous les titres compris dans son portefeuille, évalués comme il est indiqué ci-dessus, les comptes courants, toutes les liquidités et les montants investis à court terme.

15 - VALEUR DES PARTS

Les Valeurs Liquidatives des parts A et C sont établies pour la première fois dans les six mois suivant la Date de Constitution du Fonds. Elles sont ensuite établies deux fois par an, le 30 juin et le 31 décembre de chaque année et seront publiées dans les huit semaines suivant ces dates.

Les Valeurs Liquidatives des Parts A et C sont calculées selon les modalités suivantes :

- L'Actif Net du Fonds est déterminé en déduisant de la valeur de l'actif (calculée comme indiqué à l'article 14 du présent Règlement) le passif éventuel du Fonds ;
- la Valeur Liquidative de chaque Part A et C est égale au montant total de l'Actif Net du Fonds affecté à la catégorie de parts concernée, divisé par le nombre de parts dans cette catégorie, dans le respect de l'ordre de priorité défini à l'article 8.2. du Règlement ;

Notamment, si l'Actif Net du Fonds est inférieur au montant des souscriptions des Parts A diminué des droits d'entrée, alors la somme des Valeurs Liquidatives de l'ensemble des Parts A est égale à l'Actif Net du Fonds et la somme des Valeurs Liquidatives de l'ensemble des Parts C est nulle.

16 - DROITS ET OBLIGATIONS DES SOUSCRIPTEURS

Chaque Souscripteur dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du Fonds conformément aux modalités prévues par le présent Règlement.

L'acquisition de Parts A ou C du Fonds entraîne de plein droit l'adhésion au présent Règlement.

Toute proposition de modification du Règlement est prise sur l'initiative de la Société de Gestion en accord avec le Dépositaire, étant observé que cette modification, qui pourra nécessiter l'agrément préalable de l'Autorité des Marchés Financiers, ne devient effective que trois jours ouvrés après que les Souscripteurs en aient été informés par lettre simple. Pour toutes les opérations prévues au titre V du présent Règlement et chaque fois que la consultation des Souscripteurs est prévue, la Société de Gestion adresse à chaque Souscripteur une description des mesures proposées ainsi que tous documents nécessaires à l'information des Souscripteurs.

Ces Souscripteurs disposent d'un délai maximal de vingt (20) jours à compter de la date de réception de ladite description pour indiquer par écrit s'ils approuvent ou non les mesures proposées. Lors de chaque consultation,

les porteurs de Parts A disposeront de 80% des droits de vote et les porteurs de Parts C de 20% des droits de vote. Dans ces limites, chaque part donne droit à une voix. Le Dépositaire contrôle la validité de la consultation effectuée. La mesure proposée ne peut être mise en oeuvre que si des Souscripteurs représentant au moins les deux tiers des droits de vote s'abstiennent ou indiquent qu'ils l'approuvent. A défaut de réponse dans le délai de vingt (20) jours, les Souscripteurs seront présumés approuver la modification proposée.

III - SOCIÉTÉ DE GESTION - DÉPOSITAIRE - COMMISSAIRE AUX COMPTES - RÉMUNÉRATIONS

17 - SOCIÉTÉ DE GESTION

La gestion du Fonds est assurée par SIGMA GESTION, en tant que Société de Gestion, conformément à l'orientation du Fonds définie à l'article 3 du présent Règlement. La Société de Gestion a la responsabilité d'identifier, d'évaluer et de décider des investissements, des cessions et des désinvestissements. La Société de Gestion agit en toutes circonstances pour le compte des Souscripteurs et peut seule directement ou par délégation de pouvoir à tout mandataire, exercer les droits de vote attachés aux actifs compris dans le Fonds.

Les mandataires sociaux et les salariés de la Société de Gestion peuvent être nommés administrateurs ou toute position équivalente dans les Sociétés Cibles détenues par le Fonds. La Société de Gestion rend compte aux Souscripteurs de toute nomination de ses employés ou mandataires sociaux à de tels postes dans les Sociétés Cibles dont les titres sont détenus par le Fonds.

Dans les limites permises par les dispositions légales, la Société de Gestion aura la faculté de procéder à des achats et des ventes à terme et à des achats et des ventes conditionnelles et généralement de signer des accords avec les tiers.

18 - COMITÉ D'INVESTISSEMENT

Au sein de la Société de Gestion est mis en place un Comité d'Investissement qui donne un avis consultatif sur toutes les décisions d'investissement et de désinvestissement. Il est habilité à convoquer le Déontologue de la Société de gestion en cas de problème portant sur des conflits d'intérêts ou sur des problèmes d'ordre déontologique. Le Comité d'Investissement peut compter parmi ses membres des Souscripteurs mais également des actionnaires des Autres Fonds Gérés et des membres du Directoire et du Conseil de Surveillance de la Société de Gestion.

19 - DÉPOSITAIRE

Le Dépositaire assure la conservation des actifs compris dans le Fonds, reçoit les souscriptions et exécute les ordres de la Société de Gestion concernant la gestion des actifs du Fonds.

Il assure tous les encaissements et tous les paiements du Fonds. Le Dépositaire établit un inventaire des actifs du Fonds dans un délai de six semaines à compter de la fin de chaque semestre. Le Dépositaire s'assure que les opérations que le Fonds effectue sont conformes à la législation des FCPR et aux dispositions du présent Règlement. Il prend, le cas échéant, toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles.

20 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le Commissaire aux comptes du Fonds est désigné et, si nécessaire, remplacé par la Société de Gestion. Le Commissaire aux comptes effectue les diligences et contrôles prévus par la loi et notamment certifie, chaque fois qu'il y a lieu, la sincérité et la régularité des comptes et des indications de nature comptable contenues dans le rapport de gestion.

21 - RÉMUNÉRATION DE LA SOCIÉTÉ DE GESTION

La Société de Gestion perçoit, à titre de rémunération de sa gestion du Fonds, une commission annuelle au taux de 3,82% toutes charges comprises du montant de l'Actif Net du Fonds avec un minimum de facturation correspondant à 3,82% toutes charges comprises du montant des souscriptions reçues (commissions d'entrée déduites).

Pour le premier exercice du Fonds, le montant de la commission de la Société de Gestion est calculé à compter de la Date de Constitution du Fonds. La commission due à la Société de Gestion sera majorée de toute taxe sur le chiffre d'affaires ou sur la valeur ajoutée qui pourrait devenir applicable. Cette commission est réglée par le Fonds mensuellement à terme échu et ajustée en fin d'exercice afin de prendre en compte les souscriptions reçues au cours de l'exercice.

Le montant de tous honoraires, rémunérations, jetons de présence ou commissions perçus par la Société de Gestion au titre de prestations accomplies par les salariés de la Société de Gestion (ci-après collectivement désignés les "Sommes Perçues") viennent en diminution de la commission de gestion, à hauteur du pourcentage de la participation détenue par le Fonds dans la société rémunératrice.

22 - RÉMUNÉRATION DU DÉPOSITAIRE

Au titre de la conservation, du traitement des actes de gestion et du contrôle des décisions de gestion, le Dépositaire est rémunéré (hors OPCVM SGAM, gestion de passif et prestations complémentaires) sur la base annuelle de 0,09% hors taxes (0,10% TTC) du montant du portefeuille (valeurs mobilières et espèces) du Fonds, tel que valorisé à chaque fin de semestre, avec un minimum de facturation égal à cinq mille (5.000) euros par an hors taxes (5.980 euros TTC). La prise en charge du démarrage du Fonds est facturée deux mille cinq cent (2.500) euros hors taxes (2.990 euros TTC).

Au titre de la gestion du passif en nominatif pur, le Dépositaire est rémunéré sur la base de quatorze euros et quatre vingt centimes (14,80 €) hors taxes par Souscripteur et par an (17,70 euros TTC). Les frais d'affranchissement seront refacturés par le Dépositaire au Fonds. Des prestations optionnelles pourront être fournies par le Dépositaire sur présentation d'un devis et acceptation par la Société de Gestion.

23 - AUTRES FRAIS ET HONORAIRES

23.1 - Rémunération du Commissaire aux comptes

Ses honoraires sont fixés d'un commun accord avec la Société de Gestion du Fonds entre 3.500 euros hors taxes et 10.800 euros hors taxes (entre 4.186 euros TTC et 12.916 euros TTC) en fonction de la taille du Fonds. Les honoraires sont directement facturés par le Commissaire aux Comptes au Fonds.

23.2 - Frais liés aux investissements dans les sociétés non cotées

La Société de Gestion pourra en outre obtenir le remboursement de l'ensemble des dépenses liées aux activités d'investissement, de gestion et de désinvestissement du Fonds qu'elle aurait avancées pour le compte de ce dernier. Il en sera ainsi notamment pour les frais et honoraires d'audit, d'expertise et de conseil juridique, les autres frais et taxes, les commissions d'intermédiaires et les frais de contentieux éventuellement engagés pour le compte du Fonds dans le cadre d'acquisition et de cession de titres détenus par le Fonds, les frais d'assurance contractés éventuellement auprès de la société française pour l'assurance du capital risque des petites et moyennes entreprises – SOFARIS – ou d'autres organismes. Le montant de ces dépenses est limité au plus élevé des deux montants suivants : soit 179.400 euros toutes charges comprises soit 1.794% toutes charges comprises l'an de l'actif d'origine du Fonds pendant les deux premiers exercices. Pour les exercices suivants, ils ne devront pas excéder un montant maximum de 119.600 euros toutes charges comprises.

23.3 - Frais liés à l'établissement du Fonds

Dans un délai de trois mois après la clôture de la période de souscription, la Société de Gestion pourra facturer au Fonds les sommes engagées par elle au titre de l'établissement de celui-ci sur présentation par la Société de Gestion d'un justificatif. La totalité des frais d'établissement facturés au Fonds ne devra pas être supérieure à un montant forfaitaire égal à 1,19% toutes charges comprises du montant total des parts souscrites.

23.4 - Frais de gestion administrative et comptable

La Société de Gestion se réserve le droit de déléguer la gestion administrative et comptable du Fonds. Les frais engagés par la Société de Gestion à ce titre pourront être refacturés au Fonds à l'euro l'euro. Les frais hors taxes refacturés au Fonds ne pourront pas dépasser la valeur la plus importante des deux suivantes : soit 0.1% par an de l'Actif Net du Fonds au 31 décembre de l'année civile concernée, soit 11.000 euros hors taxes par an (13.156 euros TTC).

23.5 - Ces frais et honoraires seront majorés de toute taxe sur le chiffre d'affaires ou sur la valeur ajoutée qui pourrait devenir applicable.

IV - COMPTES ET RAPPORTS DE GESTION

24 - EXERCICE SOCIAL

La durée de l'exercice social est d'un an. Il commence le 1er janvier de chaque année pour se terminer le 31 décembre. Par exception, le premier exercice commence à la Date de Constitution du Fonds et se termine le 31 décembre 2005.

25 - RAPPORTS SEMESTRIELS - ASSEMBLÉES DES SOUSCRIPTEURS

La Société de Gestion entretiendra un échange d'informations avec les Souscripteurs comme suit :

25.1 - Conformément à la loi, dans un délai de six semaines après la fin de chaque semestre de l'Exercice Comptable, la Société de Gestion établit l'inventaire de l'actif, sous le contrôle du Dépositaire. Elle publie, dans un délai de huit semaines après la fin de chaque semestre, la composition de l'actif. Le Commissaire aux comptes en certifie l'exactitude avant publication.

25.2 - Dans un délai de trois mois après la clôture de chaque Exercice Comptable, la Société de Gestion met à la disposition des investisseurs dans ses bureaux le rapport annuel d'activité comprenant :

- les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe),
- l'inventaire de l'actif,
- le rapport de gestion qui comprend :
 - un compte rendu sur la mise en œuvre de l'orientation de la gestion (politique de gestion,...)
 - un compte rendu précisant le montant et la nature des commissions perçues par la Société de Gestion dans le cadre de l'activité d'investissement du Fonds, en précisant le débiteur desdites commissions,
 - dans la mesure où elle peut en avoir connaissance, l'existence de crédit(s) consenti(s) à ladite société par un ou plusieurs établissements de crédit du groupe de la Société de Gestion.
 - les nominations de mandataires sociaux et salariés de la Société de Gestion au sein des organes sociaux de sociétés dans lesquelles le Fonds détient des participations,
 - les changements de méthodes de valorisation et leurs motifs,
 - un compte-rendu de sa pratique en matière d'utilisation des droits de vote attachés aux participations du Fonds.

Tous les semestres, la Société de Gestion établit les Valeurs Liquidatives des parts du Fonds. Les Valeurs Liquidatives des parts les plus récentes sont communiquées à tous les Souscripteurs qui en font la demande, dans les huit (8) jours de leur demande. Elles sont affichées dans les locaux de la Société de Gestion et du Dépositaire et communiquées à l'Autorité des Marchés Financiers.

25.3 - Toutes les informations données aux Souscripteurs dans ces différents rapports et au cours de réunions éventuelles de Souscripteurs devront rester confidentielles.

V - FUSION - SCISSION - DISSOLUTION - LIQUIDATION - MODIFICATIONS - CONTESTATIONS

La transformation, la fusion, la scission ou la liquidation du Fonds sont soumises à l'agrément de l'Autorité des Marchés Financiers.

26 - FUSION - SCISSION

En accord avec le Dépositaire, la Société de Gestion peut :

- soit faire apport de la totalité du patrimoine du Fonds à un autre fonds qu'elle gère,
- soit scinder le Fonds en deux ou plusieurs autres fonds communs dont elle assure la gestion.

La Société de Gestion devra alors consulter les Souscripteurs selon la procédure prévue à l'article 16 du présent Règlement. Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'un mois après la consultation des Souscripteurs. Elles donnent lieu à la délivrance d'une nouvelle attestation du nombre de parts détenues par chaque Souscripteur. Dans le cas où l'une ou l'autre de ces opérations interviendrait durant la période de blocage des Fonds, la Société de Gestion s'engage à acquérir les parts des Souscripteurs s'y opposant.

27 - DISSOLUTION

La Société de Gestion procède à la dissolution du Fonds à l'expiration de la durée du Fonds, si celle-ci n'a pas été prorogée dans les conditions mentionnées à l'article 5 du présent Règlement. La dissolution du Fonds pourra également être décidée par anticipation, sur l'initiative de la Société de Gestion, après consultation des Souscripteurs conformément à l'article 16 du présent Règlement. En outre, le Fonds sera automatiquement dissout dans l'un quelconque des cas suivants :

- (a) si le montant de l'Actif Net du Fonds demeure pendant un délai de trente (30) jours inférieur à trois cent mille euros (300 000 €), à moins que la Société de Gestion ne procède à un apport total ou partiel des actifs compris dans le Fonds à un ou plusieurs fonds dont elle assure la gestion ;
- (b) en cas de cessation des fonctions du Dépositaire si aucun autre dépositaire n'a été désigné par la Société de Gestion après approbation de l'Autorité des Marchés Financiers;
- (c) si la Société de Gestion est dissoute ou fait l'objet d'un redressement judiciaire, si la Société de Gestion cesse d'être autorisée à gérer des Fonds Commun de Placement en France ou si la Société de Gestion cesse ses activités pour quelque raison que ce soit. Dans ce dernier cas, le Fonds ne sera pas dissout si le Dépositaire et les Souscripteurs décident de continuer le Fonds et choisissent une nouvelle Société de Gestion qui recueille l'agrément de l'Autorité des Marchés Financiers et l'approbation du Dépositaire. Toute nouvelle Société de Gestion devra se conformer aux règles acceptées par la présente Société de Gestion.

28 - PRÉLIQUIDATION

Après déclaration à l'Autorité des marchés financiers et au service des impôts auprès duquel la Société de Gestion dépose sa déclaration de résultats, le Fonds peut entrer en période de préliquidation dans les deux cas suivants :

- A compter de l'ouverture de l'exercice suivant la clôture de son cinquième exercice si, depuis l'expiration d'une période de souscription de dix-huit mois au plus qui suit immédiatement la date de sa constitution, il n'a pas été procédé à des souscriptions de parts autres que celles effectuées auprès de ses porteurs de parts ayant souscrit au cours de la période de dix-huit mois précitée :
 - a) Pour lui permettre de réinvestir en parts, actions, obligations remboursables, obligations convertibles ou titres participatifs ainsi qu'en avances en comptes courants dans des sociétés non admises aux négociations sur un marché d'instruments financiers au sens du 1 de l'article L. 214-36 ou dans des entités mentionnées au b du 2 de l'article L. 214-36 ou dans des fonds communs de placement à risques ou dans des sociétés de capital-risque mentionnés au sixième alinéa de l'article L. 214-41-1 dont les titres ou droits figurent à son actif ;
 - b) Ou pour satisfaire l'obligation de réinvestissement prévue à l'article 163 quinquies B du code général des impôts.
- A compter de l'ouverture de l'exercice suivant la clôture du cinquième exercice qui suit celui au cours duquel sont intervenues les dernières souscriptions, dans les autres cas.

A compter de l'exercice pendant lequel la déclaration mentionnée au premier alinéa est déposée, le quota de 60 % figurant au I de l'article L. 214-41-1 peut ne pas être respecté.

Pendant la période de préliquidation, le Fonds :

- Ne peut plus faire procéder à de nouvelles souscriptions de parts autres que celles de ses Porteurs de parts à la date de son entrée en période de préliquidation pour réinvestir en parts, actions, obligations remboursables, obligations convertibles ou titres participatifs ainsi qu'en avances en comptes courants dans des sociétés non admises aux négociations sur un marché d'instruments financiers au sens du 1 de l'article L. 214-36 ou dans des entités mentionnées au b du 2 de l'article L. 214-36 ou dans des fonds communs de placement à risques ou dans des sociétés de capital-risque mentionnés au sixième alinéa de l'article L. 214-41-1 dont les titres ou droits figurent à son actif ;
- Peut, par dérogation à l'article R. 214-84, céder à une entreprise liée des titres de capital ou de créance détenus depuis plus de douze mois. Dans ce cas, les cessions sont évaluées par un expert indépendant sur rapport du commissaire aux comptes du fonds ; ces cessions ainsi que le rapport y afférent sont communiqués à l'Autorité des marchés financiers ;
- Ne peut détenir à son actif à compter de l'ouverture de l'exercice qui suit celui au cours duquel est ouverte la période de préliquidation que :
 - a) Des titres ou droits de sociétés non admises aux négociations sur un marché d'instruments financiers au sens du 1 de l'article L. 214-36 ou des titres ou droits de sociétés admises aux négociations sur un marché d'instruments financiers au sens du 1 de l'article L. 214-36 lorsque ces titres ou droits auraient été pris en compte pour l'appréciation des quotas mentionnés à l'article

R. 214-75 si le fonds n'était pas entré en période de préliquidation, des avances en comptes courants à ces mêmes sociétés, ainsi que des droits dans des entités mentionnées au b du 2 de l'article L. 214-36 ou dans des fonds communs de placement à risques ou dans des sociétés de capital-risque mentionnés au sixième alinéa de l'article L. 214-41-1, dont les titres ou droits figurent à son actif ;

b) Des investissements réalisés aux fins du placement des produits de cession de ses actifs et autres produits en instance de distribution au plus tard jusqu'à la clôture de l'exercice suivant celui au cours duquel la cession a été effectuée ou les produits réalisés, et du placement de sa trésorerie à hauteur de 20 % de la valeur liquidative du fonds.

29 - LIQUIDATION

Lors de la dissolution, la Société de Gestion est chargée des opérations de liquidation et continue à percevoir la rémunération prévue à l'article 21 du présent Règlement. Si les Souscripteurs ne choisissent pas une nouvelle Société de Gestion dans le cas prévu par l'article 27 (c) du présent Règlement, la liquidation est assurée par un liquidateur choisi après accord des Souscripteurs obtenu selon les modalités prévues à l'article 16 du présent Règlement. A défaut, le liquidateur est désigné par le Président du Tribunal de Commerce de Paris à la demande du Dépositaire ou des Souscripteurs. Le représentant de la Société de Gestion (ou du liquidateur choisi conformément à la phrase précédente) est investi, à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les Souscripteurs au prorata de leurs droits. Pendant la période de liquidation, la Société de Gestion doit procéder à la vente de tous les actifs restants dans les délais jugés optima pour la meilleure valorisation et distribuer les montants perçus conformément à la politique de distribution décrite aux articles 8 et 12 du présent Règlement. Le Fonds ne peut distribuer des titres qu'il détient qu'avec l'accord des Souscripteurs dans les conditions visées à l'article 16 du présent Règlement et sous réserve qu'aucune disposition ou clause particulière ne limite la libre cessibilité de ces titres. Pour tout paiement effectué au moyen d'un transfert de titres, la valeur retenue pour les titres en cause est celle qui a été prise en considération pour le calcul de la dernière Valeur Liquidative. La période de dissolution prendra fin lorsque le Fonds aura pu céder ou distribuer tous les investissements qu'il détient. Le Commissaire aux comptes et le Dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation. La Société de Gestion tient à la disposition des Souscripteurs le rapport du Commissaire aux comptes sur les opérations de liquidation.

30 – MODIFICATIONS

En accord avec le Dépositaire, la Société de Gestion peut modifier le Règlement après que les Souscripteurs en aient été avisés par lettre simple. Cette opération donne lieu le cas échéant à la délivrance d'une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque Souscripteur. Dans le cas où elle interviendrait durant la période de blocage des Fonds, la Société de Gestion s'engage à acquérir les parts des Souscripteurs s'y opposant.

31 - CONTESTATIONS

Toute contestation relative au Fonds, qui peut s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci ou lors de sa liquidation soit entre les Souscripteurs, soit entre ceux-ci et la Société de Gestion ou le Dépositaire, sera régie par la loi française et soumise à la juridiction exclusive des Tribunaux compétents de Paris. La Valeur Liquidative est publiée dans les locaux de la Société de Gestion et du Dépositaire :

Société de Gestion : **SIGMA GESTION**
9, rue Saint Florentin – 75008 Paris

Dépositaire : **SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**
29, boulevard Haussmann 75009 Paris